

Rachat du pôle énergie d'Alstom par General Electric

Audition des syndicats à la commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale

Correspondant

Le 11 mars dernier, la commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale auditionnait le ministre de l'Économie, Emmanuel Macron, sur le rachat du pôle énergie d'Alstom par General Electric (GE).

Emmanuel Macron justifiait, à cette occasion, l'autorisation donnée par le gouvernement à cette opération, notamment par un « consensus au sein des partenaires sociaux d'Alstom ». En fait, si le Forum européen, qui réunit des représentants des salariés des entreprises du groupe Alstom en Europe, a approuvé le projet de cession à GE par quinze voix pour, sept voix contre et douze abstentions, les organisations syndicales CGT, FO, et CFE-CGC présentes sur le groupe Alstom en France s'y sont opposées.

Lorsque la commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale a auditionné les syndicats sur le même sujet le 17 mars, ces derniers, hormis la CFDT, ont apporté un démenti cinglant aux allégations du ministre. Ci-après, des extraits des interventions de la CGT et de FO.

Christian Garnier (CGT)

**“Les termes
de cette transaction
sont pour nous
inadmissibles”**

« Depuis le début de cette affaire, les représentants des salariés et des organisations syndicales ont été sciemment tenus à l'écart. Ce manque de transparence nous a conduits, en juin, à assigner en justice, avec nos collègues de FO, la direction d'Alstom, qui n'avait toujours pas informé ni consulté les instances représentatives du personnel sur ses projets (...). Nous avons par ailleurs sollicité le ministère (...). Il s'agissait, pour nous, de défendre un plan, le “plan C”, permettant au groupe Alstom de rester un fleuron de l'industrie française, avec ses atouts, ses savoir-faire, ses technologies, ses salariés et l'ensemble de ses établissements. Que ce soit bien clair en effet : il n'est pas question pour la CGT d'exprimer une préférence entre GE et Siemens, allié depuis à Mitsubishi. Qu'il soit américain, allemand ou japonais, nous ne voulons d'aucun prédateur pour le groupe Alstom, dont nous considérons qu'il s'est construit et se construit encore aujourd'hui avec de l'argent public. Ce sont en effet les grandes entreprises publiques, voire l'Etat lui-même et les régions pour ce qui concerne l'activité ferroviaire, qui passent commande à l'entreprise (...). Nous avions proposé à Arnaud Montebourg une solution reposant sur une augmentation du capital de un milliard d'euros, grâce à une prise de participation supplémentaire de l'Etat (...). C'était une manière pour l'Etat de prendre ses responsabilités en garantissant la maîtrise publique du secteur (...), mais également du domaine ferroviaire, et notamment du fret (...). Le nouvel Alstom, c'est-à-dire Alstom Transport, risque de se trouver fragilisé par cette cession (...). Qui plus est, Alstom va racheter les activités de signalisation de GE pour 600 millions d'euros, sans parler de la récompense promise aux actionnaires pour cette belle opération, à hauteur de 3,8 milliards d'euros : autant faire de ces milliards un beau tas de billets et y mettre le feu ! Les termes de cette transaction sont pour nous inadmissibles et ne donneront certainement pas les moyens au futur Alstom de se développer comme on nous le présente. »

Vincent Jozwiak (FO)

**“Nous demandons toujours
que l'Etat prenne
le contrôle du groupe
Alstom par une prise
de participation majoritaire
dans son capital”**

« Si nous devons résumer la reprise des activités “énergie” d'Alstom par GE en deux mots, ce serait “opaque” et “inquiétant” (...). Opaque, vu le manque d'informations que les salariés et leurs représentants subissent depuis le début de cette affaire (...). Contrairement à ce qui a été dit le 11 mars ici-même, il n'y a pas eu “consensus au sein des partenaires sociaux d'Alstom” sur cette transaction avec GE, puisque, même si, par exemple, le comité central d'entreprise d'Alstom Transport France a accepté de donner un avis, celui-ci a été négatif. Aucune organisation syndicale n'a donné d'avis favorable dans cette instance, seule une organisation syndicale (1) s'est contentée de “prendre acte” (...).

Inquiétant, car on est bien loin d'être rassurés, pour l'emploi et le devenir des salariés. A la fois dans les activités énergie d'Alstom et de GE, et dans les activités restantes dans l'Alstom amaigri de 70 % de son chiffre d'affaires, c'est-à-dire Alstom Transport (...).

En 2011, FO avait présenté et remis, ici même, un dossier présentant la situation du ferroviaire actuelle et prévisible. Ce que nous avons dit reste totalement d'actualité. Ce document reste à la disposition de celles et ceux qui ne l'auraient pas eu :

— règles de concurrence complètement faussées entre les pays d'Europe et hors Europe où on impose fabrications et, maintenant aussi études, localement chez le client ;

— baisses des commandes (...). Inquiétant pour l'avenir de l'industrie, car c'est au final 4 milliards d'euros qui vont être versés aux actionnaires. C'est 4 milliards en moins pour les investissements productifs, pour la recherche et le développement... donc pour les emplois (...).

C'est pourquoi nous demandons toujours que l'Etat prenne le contrôle du groupe Alstom par une prise de participation majoritaire dans son capital afin de garantir le maintien de tous les sites Alstom, de toutes les activités et de tous les emplois (...). »

Sur le groupe Alstom, les organisations syndicales CGT et FO préparent la journée de grève interprofessionnelle et de manifestations du 9 avril contre le pacte de responsabilité qui réduit les commandes publiques passées au groupe et contribue aux suppressions de postes.

(1) Il s'agit de la CFDT.